



## **COMPTE-RENDU DE LA REUNION** **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU JEUDI 22 JANVIER 2015**

### **MENTION D’AFFICHAGE**

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **jeudi 22 janvier 2015**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, **jeudi 29 janvier 2015** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune ([www.mairie-leval.fr](http://www.mairie-leval.fr)).

### **CONVOCATION**

Le **14 janvier 2015**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **jeudi 22 janvier 2015 à 19 h 30** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 10 décembre 2014.
- 2 - P.L.U. - Lancement des études annexes (diagnostic agricole, réseau pluvial, risques d'inondation) et mission complémentaire à confier à la S.P.L. « ID 83 » pour un accompagnement sur le suivi des études sur le PLU et sur les annexes
- 3 - D.E.T.R. (dotation d'équipement des territoires ruraux) - Modification de la demande de dotation (pour le réseau d'eau potable de la Rue Nationale et de la Place Gambetta uniquement)
- 4 - Taxe d'aménagement - Justifications de la décision du taux majoré de 12 % pour le secteur « Serre de Laval »
- 5 - CHAPELLE « NOTRE-DAME DE PITIE » - Projet de restauration (monument historique) et demande de subventions - Lancement d'un mécénat populaire
- 6 - FREE MOBILE - Convention d'occupation du domaine public pour une antenne à « Notre-Dame »
- 7 - Création d'emplois en contrats aidés (CUI CAE et CAE Avenir) - Modification de la délibération du 21 août 2014
- 8 - Frais d'électricité de l'église N-D de l'Assomption - Participation financière de la Commune
- 9 - Convention avec le Centre de Gestion pour l'organisation des examens psychotechniques pour les agents des services techniques
- 10 - Convention « Opéra aux Villages » - Avenant
- 11 - Convention de mise à disposition d'un local communal avec l'Association Culturelle Valoise (Point Accueil)

- 12 - Convention de partenariat avec la Crèche Collective « Les Petits Galopins » (Médiathèque)
- 13 - Convention de mise à disposition de matériel municipal
- 14 - Convention « Atelier Pâte FIMO » à la Médiathèque
- 15 - Recensement des marchés publics passés en 2014
- 16 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal
- 17- Questions orales

## COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le jeudi 22 janvier 2015, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

**Présents** : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - NAL André - VERDON Pierre - BENTOUMI Christian - LANGE Gaby - RIHAL Pascale - BOSSUGE Brigitte - TORRESILLA Claude - REES Pénélope - MIONET Marie-Thérèse - GAQUIERE Ingrid - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - GAULET Christine - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

**Absents excusés** : MM. GAUTIER Rémi (procuration donnée à Christian DEBAQUE) - VOLANTE Florence (procuration donnée à Jacqueline TURINELLI) - BOULE-AMPHOUX Isabelle.

soit 24 présents et 2 pouvoirs donc 26 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

# **1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 10 décembre 2014.**

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 10 décembre 2014.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

Monsieur Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel, demande la parole pour faire la déclaration suivante :

*« Vous avez sans doute tous noté, à la lecture de la page 5 du projet du Procès-verbal du Conseil Municipal du 10 décembre dernier, que je m'étais engagé à mener une enquête administrative pour connaître les raisons d'une éventuelle erreur dans une convocation envoyée le 4 décembre 2014 pour une réunion sur le PLU qui se serait déroulée le 3 décembre 2014.*

*Après avoir étudié les différentes pièces, il s'avère que cette première réunion du 3 décembre était une première réunion de cadrage qui consistait à la présentation par la SPL « ID 83 », d'une stratégie novatrice pour appréhender le PLU de manière plus pertinente que celle utilisée par d'autres communes jusqu'à présent.*

*Afin de bonifier le temps imparti à cette réunion et éviter la dispersion qui aurait occasionné quelques interrogations, sans doute légitimes mais bien trop précoces, la participation à cette réunion préliminaire, a volontairement été limitée à la commission de l'urbanisme, aux adjoints, et à l'avocat de la commune.*

*Une convocation, dont certains font références, a donc bien été envoyée le 4 décembre mais pour une réunion programmée le 16 décembre, sur le cahier des charges du PLU, et à laquelle la commission urbanisme et l'ensemble du conseil municipal étaient conviés.*

*Donc, pour répondre à quelques interventions notifiées dans le PV, qui je n'en doute pas, ont du toucher au plus profond la fibre professionnelle de notre secrétaire générale, il n'est nullement question d'erreur administrative.*

*Malgré des ennuis physiques suite à un accident domestique sérieux, Madame la secrétaire générale a, pendant plus d'un mois, à partir de son domicile, mené à bien l'ensemble des dossiers dont elle a la charge, mais aussi tout le travail de fond pour le PLU et la DETR. Excusez du peu.*

*Je nous invite donc tous à une certaine retenue en conseil municipal, avant de proférer nominativement des commentaires sur un agent de notre collectivité.*

*Je vous en remercie par avance.*

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 10 décembre 2014,

A l'unanimité,

**APPROUVE** ce document.

**2 -P.L.U. - Lancement des études annexes (diagnostic agricole, réseau pluvial, risques d'inondation) et mission complémentaire à confier à la S.P.L. « ID 83 » pour un accompagnement sur le suivi des études sur le PLU et sur les annexes**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les Techniciens Experts de la S.P.L. "ID 83" proposent à la Commune de lancer des études en parallèle du marché relatif à l'élaboration du P.L.U. afin que les volets suivants puissent être travaillés pour venir abonder le dossier :

- diagnostic agricole
- études pluviales et risques d'inondations

D'autre part, ils proposent d'assurer une mission d'accompagnement de la Commune pour le suivi des études du P.L.U. et des études annexes, vu le travail déjà réalisé par leurs soins pour la rédaction du cahier des charges.

Les missions d'assistance proposées consisteraient donc en :

- AMO pour l'étude du P.L.U. (suivi de l'élaboration) pour un montant total TTC de 2.856 €
- AMO pour le dossier de consultation d'entreprises relatif au diagnostic agricole dans le cadre du P.L.U. pour un montant total TTC de 672 €
- Etude de l'aléa « inondation » (complément de la mission confiée à la SPL « ID 83 » le 8 juillet 2013 pour l'assistance à la désignation d'un prestataire pour l'élaboration d'un schéma de gestion des eaux pluviales et suivi de l'étude) pour un montant total TTC de 840 €

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce dossier.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A la majorité (deux abstentions : Mme GAULET et M. FOURNEL),

**DECIDE** de lancer les études annexes à l'élaboration du P.L.U. soit le diagnostic agricole et l'aléa « inondation »

**APPROUVE** la proposition de la SPL « ID 83 » quant à lui confier les missions d'assistance relatives au suivi de l'élaboration du P.L.U. pour 2.856 €, d'assistance pour le D.C.E. du diagnostic agricole pour 672 € et de mission complémentaire concernant l'aléa « inondation » pour 840 €.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**PRECISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2015 (chapitre 20).

**3 - D.E.T.R. (dotation d'équipement des territoires ruraux) - Modification de la demande de dotation (pour le réseau d'eau potable de la Rue Nationale et de la Place Gambetta uniquement)**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, suite à sa délibération du 10 décembre 2014, une demande de dotation dite « D.E.T.R. » (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) a été déposée pour 2015 auprès des services de l'Etat dans le cadre des travaux de requalification de la Place Gambetta et de réfection de la Rue Nationale. Ces travaux concernaient notamment des aménagements importants relatifs à la mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (avec la création de zones piétonnes, de trottoirs, d'espaces verts et l'installation de mobilier urbain), mais aussi la reprise complète des réseaux humides dont le réseau d'alimentation en eau potable très vétuste dans la Rue Nationale.

A réception du dossier de la Commune, les services de l'Etat ont indiqué que la partie relative aux travaux d'aménagement liés à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ne pouvait pas être prise en compte au titre de la D.E.T.R. car uniquement les études sur l'accessibilité étaient concernées par le volet « PAVE ». En conséquence, la demande de dotation ne pouvait être déposée qu'au titre du renouvellement du réseau public d'eau potable.

Le montant de l'estimation des travaux inscrits en 2015 pour la Place Gambetta et la Rue Nationale s'élève à 165.000 € H.T. pour la réfection du réseau d'alimentation en eau potable.

Le montant maximum de la dotation attendue peut être arrêté à 57.750 €, sachant que le taux d'intervention se situe dans une fourchette allant de 25 à 35 % de la dépense totale H.T..

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**DECIDE** d'annuler sa délibération du 10 décembre 2014 relative à la DETR 2015,

**DEMANDE** l'attribution de la D.E.T.R. 2015 pour les travaux de reprise complète du réseau d'alimentation en eau potable très vétuste Place Gambetta et Rue Nationale estimés à un total HT de 165.000 €.

**ARRETE** le plan de financement prévisionnel des opérations comme suit :

-DETR (35 %)	57.750 €
-Conseil Général (10 %)	16.500 €
-Agence de l'Eau	76.500 €
-Autofinancement	<u>14.250 €</u>
TOTAL HT	165.000 €

#### 4 - Taxe d'aménagement - Justifications de la décision du taux majoré de 12 % pour le secteur « Serre de Laval »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 19 novembre 2014, la décision a été prise d'appliquer un taux de taxe d'aménagement majoré pour le secteur « Serre de Laval » (taux fixé à 12 %).

En effet, ce secteur, situé en zones UB et UC, nécessite notamment, en raison du nombre de constructions édifiées ou à édifier, la réalisation ou le renforcement des réseaux viaires, d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif et le renforcement des équipements communaux de superstructures (notamment scolaires et station d'épuration),

Les services de l'Etat, chargés de l'instruction des dossiers relatifs à la Taxe d'Aménagement, après examen de ladite délibération, sollicitent une justification du taux retenu vis à vis de la quote-part du coût des équipements publics nécessaires aux futurs habitants ou usagers du secteur concerné, en précisant que les futurs équipements publics qui bénéficieraient à l'ensemble ou à une proportion plus importante des résidents de la commune ne peuvent être supportés par les nouveaux résidents du secteur identifié.

Monsieur le Maire rappelle les éléments d'information suivants :

- le projet de délibération a été débattu plusieurs fois en réunion préparatoire des commissions communales des finances et de l'urbanisme avec un consensus affirmé sur la détermination du potentiel d'urbanisation et la nécessaire prévoyance de l'assiette de la taxe d'aménagement qui correspond aux constructions et aménagements susceptibles d'être réalisés,
- le secteur est identifié « à développement » d'une part dans le cadre du passage de POS en PLU à l'échéance de mars 2017, et d'autre part en fonction des possibilités de densification offertes par la Loi ALUR qui suppriment dans le futur document d'urbanisme de la commune les caractéristiques minimales (superficies de terrains) et les possibilités maximales d'occupation du sol (coefficient d'occupation du sol),
- la motivation est justifiée dans ce cadre par la réalisation de travaux substantiels de voirie et de réseaux appelés à développement (pour information, ci-joint l'état prévisionnel des travaux sur l'Avenue Jean Moulin, axe de desserte principal du secteur concerné), et la prise en compte du risque « inondation » pour la rivière « La Ribeirotte », susceptible d'impacter la commune au regard de la prévision des investissements à réaliser pour accompagner le développement de son urbanisation.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu sa délibération du 19 novembre 2014,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu les justificatifs apportés quant aux coûts des équipements publics nécessaires dans le secteur « Serre de Laval »,

Après en avoir délibéré,

A la majorité (trois CONTRE : Mme GAULET, MM. FOURNEL et LANGE),

**DECIDE** que le taux de Taxe d'Aménagement de 12 %, voté par délibération du 19 novembre 2014, est maintenu, sur le secteur délimité sur le plan joint, et sis quartier « Serre de Laval »,

**MAINTIENT** sans changement les autres décisions prises lors de sa délibération du 19 novembre 2014, soit :

**Article 1 :** La valeur forfaitaire unitaire pour les aires de stationnement extérieures non comprises dans la construction est fixée à 5.000 €,

**Article 2 :** Pour le calcul de l'assiette de la taxe des commerces de détail dont la surface de vente est inférieure à 400 m<sup>2</sup>, seulement 20 % de la surface créée sera prise en compte,

**Article 3 :** Les travaux sur immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits, seront exonérés totalement de la Taxe d'Aménagement,

**Article 4 :** Les abris de jardin soumis à déclaration préalable seront exonérés totalement,

**Article 5 :** Les locaux d'habitation et d'hébergement bénéficiant d'un prêt aidé par l'Etat (hors PLA-I) sont exonérés dans la limite de 50 % de leur surface,

**Article 6 :** Les constructions à usage de résidence principale financées à l'aide d'un prêt à taux zéro renforcé (PTZ+) sont exonérées dans la limite de 50 % de la surface excédant 100 m<sup>2</sup>,

**INDIQUE** que la délimitation du secteur concerné par le taux majoré de 12 % de la Taxe d'Aménagement sera reportée dans les annexes du Plan d'Occupation des Sols à titre d'information.

**PRECISE** que la présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible et qu'elle sera transmise à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (D.D.T.M.), Service « Aménagement Durable/Pôle Urbanisme ».

<b>5 - CHAPELLE « NOTRE-DAME DE PITIE » - Projet de restauration (monument historique) et demande de subventions - Lancement d'un mécénat populaire</b>
---

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, par arrêté ministériel du 3 janvier 2000, la Chapelle « Notre-Dame de Pitié », située sur la Route de Brignoles, a été classée parmi les Monuments Historiques en raison de la rareté et de la qualité de son décor de coquillages datant du XVII<sup>e</sup> siècle.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine.

Madame INGRASSIA informe l'assemblée délibérante que, depuis de nombreuses années, le projet de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » est à l'étude dans les services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles. M. Michel TRUBERT, Architecte en Chef de la DRAC, a rédigé un rapport détaillé à ce propos dans le cadre d'une mission d'études confiée par la Commune. Il prévoit de restaurer en premier lieu la toiture et les façades, y compris les décors en coquillages. Puis dans un second temps de restaurer l'intérieur de la Chapelle.

Un plan de financement prévisionnel de l'opération a été établi, soit :

**Montant total de l'opération ..... 347.687 €**

- **Tranche ferme - Restauration des extérieurs :..... 176.075 €**
  - M.O.E. pour les études..... 28.286 €
  - M.O.E. pour la tranche ferme .....8.475 €
  - Travaux :.....167.600 €
    - de restauration des extérieurs.....140.834 €
    - de restauration des décors.....26.766 €
- **Tranche conditionnelle - Restauration intérieure :.....171.612 €**
  - M.O.E. pour la tranche conditionnelle..... 13.112 €
  - Travaux :.....158.500 €
    - de restauration des extérieurs.....115.200 €
    - de restauration des décors.....43.300 €
- **Financement prévisionnel de l'opération :**
  - **Tranche ferme :..... 176.075 €**
    - Subvention D.R.A.C. (45 % )..... 79.233 €
    - Conseil Régional (10 %)-  
Enveloppe « Patrimoine et Inventaire..... 17.607 €
    - C.C.C.P. - Fonds de concours « Patrimoine »..... 10.000 €
    - Autofinancement (45 % )..... 69.235 €
  - **Tranche conditionnelle :..... 171.612 €**
    - Subvention D.R.A.C. (45 % )..... 77.225 €
    - Conseil Régional (10 %)  
Enveloppe « Patrimoine et Inventaire »..... 17.161 €
    - C.C.C.P. - Fonds de concours « Patrimoine »..... 10.000 €
    - Autofinancement (45 % ).....67.226 €

**TOTAL DE L'AUTOFINANCEMENT A BUDGETER : 136.461 €**

Mme INGRASSIA indique que, pour le Mécénat, la Commune devra solliciter la Fondation du Patrimoine pour la réalisation d'une plaquette sur le projet. Un dossier est à compléter et à renvoyer à la Fondation. Le délai d'instruction est d'un mois. Cette plaquette sera imprimée par la Commune et diffusée par ses soins. La Commune devra aussi assurer une large communication sur le projet et sur l'appel aux dons (affichage, insertion sur le site officiel,...).

L'association valoise « Les Amis de Paracol » sera sollicitée pour être le relais entre les donateurs particuliers et la Commune. Elle devra diffuser également l'appel aux dons et les récolter (chèques à l'ordre de la Fondation du Patrimoine avec mention "Chapelle Notre Dame de Pitié").

Ce mécénat populaire pourra être complété par des aides à demander auprès du Crédit Agricole, des domaines viticoles, et autres.



Si le total des dons reçus s'élève à 5 % ou plus du montant estimatif des travaux H.T. d'un total de 347.687 €, la Fondation du Patrimoine versera le montant équivalent (soit au moins 17.400 € de dons).

La Commune devra reverser une cotisation de 3 % sur les dons perçus de donateurs lambda et de 5 % des dons perçus de donateurs soumis à l'I.S.F. (des reçus seront remis contre les chèques),

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine,  
Vu l'intérêt patrimonial de la Chapelle « Notre Dame de Pitié », classée Monument Historique »,  
Après en avoir délibéré,  
A la majorité (deux abstentions : Mme GAULET et M. FOURNEL)

**APPROUVE** le projet de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié », pour les deux tranches (ferme et conditionnelle) pour un montant total des travaux estimé à 347.687 € H.T.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette décision,

**ARRETE** le plan de financement prévisionnel de l'opération tel que décrit par Mme INGRASSIA,

**SOLLICITE** les aides financières indiquées auprès de la D.R.A.C., de la Région et de la Communauté de Communes du Comté de Provence,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter le concours de la Fondation du Patrimoine pour le lancement du mécénat populaire et de signer tout document en ce sens,

**INDIQUE** que les crédits nécessaires seront votés, pour la tranche ferme sur le budget communal 2015, et pour la tranche conditionnelle, sur le budget 2016 (chapitre 23).

<b>6 - FREE MOBILE - Convention d'occupation du domaine public pour une antenne à « Notre-Dame »</b>
--

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que la Société « FREE MOBILE » sollicite la signature d'une convention d'occupation privative du domaine public avec la Commune, l'autorisant à implanter une antenne de téléphonie mobile sur un terrain communal sis quartier « Notre-Dame » près du réservoir d'eau potable à proximité de celles installées depuis plusieurs années par ORANGE, SFR et BOUYGUES. Il s'agirait d'un support indépendant et non pas d'une cohabitation sur le pylône d'un autre opérateur.

La durée du bail serait de 12 ans (similaire aux autres opérateurs) pour une redevance annuelle (après négociation) de 8.000 € (révision annuelle au taux fixe de 2.5 %).

Monsieur le Maire donne lecture du projet de convention et demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer à ce propos.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

ACCEPTE les termes du projet de convention à signer avec la Société « FREE MOBILE » pour l'implantation d'une antenne de téléphonie mobile sur le terrain communal sis quartier « Notre-Dame »,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention d'occupation privative du domaine public avec « FREE MOBILE ».

<b>7 - Création d'emplois en contrats aidés (CUI CAE et CAE Avenir) - Modification de la délibération du 21 août 2014</b>
---

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que deux délibérations ont déjà été prises en vue de créer des emplois aidés. La première datant de juin 2014 a été annulée et remplacée par celle du 21 août 2014.

A ce jour, les embauches ne sont toujours pas réalisées et la deuxième délibération doit faire l'objet de modifications.

Il donne la parole à Monsieur Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal.

M. GIRAUD indique qu'avant de délibérer sur les détails des emplois à créer, la Commission du Personnel devait attendre de connaître quelles étaient les deux personnes pouvant être embauchées. A partir de là, la Mission Locale pour l'Emploi, et non le Pôle Emploi ou le CEDIS, devait déterminer à quel type de contrat aidé, les personnes désignées pouvaient prétendre. La Commission du Personnel a retenu la candidature de deux jeunes Valois et leur profil a été étudié par la Mission Locale pour l'Emploi.

L'un de ces candidats pourra prétendre à un contrat aidé "CUI-CAE" de 20 h par semaine sur 12 mois, renouvelable une fois (si l'Etat reconduit ce type de contrat). L'aide financière de l'Etat sera de l'ordre de 70 % du SMIG sur les 20 heures.

L'autre candidat pourra prétendre à un contrat aidé "Emploi Avenir" de 35 h par semaine. La durée du contrat est de 3 ans avec un plan de formation obligatoire. Selon sa nature, la formation peut être financée par la Région ou être à la charge complète de la Commune. L'aide financière de l'Etat pour la rémunération du salarié sera de l'ordre de 75 % du SMIG sur les 35 heures. Un tuteur devra obligatoirement être désigné. Un suivi devra être réalisé dans les 3 mois suivant l'embauche puis une fois par an. Le contrat d'engagement est établi par la Mission Locale pour l'Emploi.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce dossier.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal,  
Considérant l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 stipulant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**APPROUVE** le projet de création de deux emplois aux Services Techniques de la Mairie dans les meilleurs délais dans le cadre des contrats aidés « Contrat Unique d'Insertion » et « Emploi Avenir » ,

**DECIDE** de créer deux postes d'Adjoint Technique de 2<sup>ème</sup> classe en contrats aidés (CUI-CAE et CEA) dès que les démarches auprès de la Mission Locale auront abouti,

**PRECISE** que le contrat aidé "CUI-CAE" sera de 20 h par semaine sur 12 mois, renouvelable une fois,

**PRECISE** que le contrat aidé "Emploi Avenir" sera de 35 h par semaine. La durée du contrat est de 3 ans avec un plan de formation obligatoire,

**INDIQUE** que la rémunération sera fixée sur la base minimale du SMIC horaire multiplié par le nombre d'heures de travail,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec la Mission Locale pour ces recrutements,

**PRECISE** que les crédits nécessaires à la rémunération restant à la charge de la Commune, après déduction faite de la participation de l'Etat, seront inscrits au budget 2015 de la Commune (chapitre 012).

<b>8 - Frais d'électricité de l'église N-D de l'Assomption - Participation financière de la Commune</b>
---

Monsieur le Maire a reçu un courrier du Père Dieudonné MASSOMA, Curé de la Paroisse, qui expose les difficultés financières rencontrées par son Diocèse pour faire face aux frais d'électricité de l'église. En effet, cette dépense couvre l'électricité nécessaire lors des offices mais aussi pour toutes les manifestations culturelles publiques et laïques données dans cet édifice.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal qu'une participation financière soit allouée à la Paroisse pour participer à cette dépense.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire  
Considérant que la facture annuelle d'électricité de l'église avoisine 4.000 €,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DECIDE** d'allouer une participation forfaitaire de 2.000 € à la Paroisse afin de participer aux frais de consommation d'électricité vu l'occupation récurrente de l'église par des manifestations culturelles laïques organisées par la Commune,

**PRECISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2015 de la Commune (chapitre 65).

### **9 - Convention avec le Centre de Gestion pour l'organisation des examens psychotechniques pour les agents des services techniques**

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que le Centre de Gestion du Var, en application de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, peut assurer toute tâche administrative concernant les agents des collectivités et établissements du département du Var qui le sollicitent.

Le Centre de Gestion du Var propose aux collectivités et établissements qui en font la demande l'organisation des examens psychotechniques prévus aux articles 3 et 4 du décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux.

Ces examens s'adressent donc exclusivement aux agents assurant à titre principal la conduite d'un véhicule dès lors qu'ils sont également titulaires du permis de conduire approprié en état de validité et détenant un des grades suivants :

- adjoint technique territorial de 2<sup>ème</sup> classe qui peut être chargé de la conduite de véhicules de tourisme ou utilitaires légers
- adjoint technique territorial de 1<sup>ère</sup> classe
- adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe
- adjoint technique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe qui peuvent assurer la conduite de Poids Lourds et Transports en commun

Chaque examen comprend des tests destinés à donner un avis au médecin de la Médecine Professionnelle sur les fonctions sensorielles et motrices des candidats dans le cadre de l'aptitude à exercer la fonction de Conducteur.

Le marché a été conclu avec STRIATUM FORMATION le 1<sup>er</sup> janvier 2012 pour une durée de 12 mois, dans la limite d'une durée totale du marché de 4 ans, et sous réserve des crédits disponibles. Il a été renouvelé pour l'exercice 2015.

Pour les collectivités et établissements affiliés qui ont signé la présente convention, les examens psychotechniques sont gratuits à raison de 5 prises en charge annuelles par collectivité.

Monsieur le Maire indique que pour continuer de bénéficier de cette mesure il convient de signer la présente convention.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention relative aux séances d'examens psychotechniques groupées proposées par le Centre de Gestion pour l'année 2015 et concernant les Adjoints Techniques Territoriaux,

**NOTE** que, pour les collectivités affiliées au CDG et signataires de ladite convention, les examens psychotechniques sont gratuits à raison de 5 prises en charge annuelles par collectivité.

<b>10 – Convention « Opéra aux Villages » – Avenant</b>
---

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, par délibération du 6 décembre 2012, la signature d'une convention passée avec la troupe musicale "Les Musiciens du Fauvery" avait été autorisée.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui précise que cette convention était signée pour une durée d'un an, renouvelable deux fois, avec une contribution financière de la Commune pour l'organisation d'un spectacle annuel d'opéra ou d'opérette composée de :

- une subvention de 1.500 € visant à participer aux frais de création du spectacle
- une subvention visant à participer au financement du spectacle et définie suivant le nombre d'entrées encaissées (fixées entre 12 et 15 € par personne). Si le montant des entrées dépassait 3.500 € cette somme était reversée à la troupe. Si le montant était compris entre 2.000 € et 3.500 €, le complément était versé par la municipalité. Dans le cas où les entrées étaient inférieures à 2.000 €, une seule subvention de 1.500 € était attribuée pour compléter ce faible montant.

Par délibération du 27 juin 2013, le Conseil Municipal avait arrêté le tarif du droit d'entrée à 12 € par personne avec gratuité pour les enfants de moins de 12 ans.

La durée de la convention court donc depuis 2013 et inclus donc l'année 2015 avec la représentation du spectacle "Carmen" de Bizet.

Mme INGRASSIA indique que l'Association "Les Musiciens du Fauvery" lui ont soumis un projet d'avenant visant à modifier les critères d'attribution de la participation communale sur le financement du spectacle pour le fixer forfaitairement à 3.500 € quel que soit le nombre d'entrées enregistrées.

Elle précise qu'en 2013, les entrées ont rapporté 1.536 € qui ont été reversées à l'association "Les Musiciens de Fauvery" avec un complément de 1.500 € soit un total reversé à l'association de 3.036 €. En 2014, les entrées ont rapporté 1.392 € avec un complément de 1.608 € versé à l'association soit un total reversé à l'association de 3.000 €. Ces versements sont indépendants de la subvention annuelle de 1.500 € versée en début d'année.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer à ce propos.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme Patricia INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A la majorité (deux abstentions : Mme GAULET et M. FOURNEL)

ACCEPTE les termes de l'avenant n° 1 à la convention signée en 2012, proposé par l'Association « Les Musiciens du Fauvery » dans le cadre de l'organisation du spectacle « OPERA AUX VILLAGES »,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit avenant n° 1,

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2015 (chapitre 011).

<b>11 - Convention de mise à disposition d'un local communal avec l'Association Culturelle Valoise (Point Accueil)</b>
--

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par délibération du 27 juin 2013, le Conseil Municipal avait autorisé la signature d'une convention de mise à disposition d'un local communal au profit de l'Association Culturelle Valoise (A.C.V.). Ainsi, le local du Point Accueil situé sous le couvert de La Dîme lui avait été attribué.

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture.

Mme INGRASSIA informe l'assemblée que la convention précitée doit être modifiée vu d'une part que le local du Point Accueil a été déménagé pour être transféré Place du 4 Septembre, et d'autre part que certaines obligations de l'A.C.V. ont été précisées et qu'une mise à jour de la liste du matériel de l'association, mis à disposition gratuite de la Commune, a été réalisée.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur cet avenant à la convention signée en juin 2013 avec l'A.C.V..

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le projet d'avenant n° 1 à la convention signée le 27 juin 2013 entre la Commune et l'Association Culturelle Valoise (A.C.V.),

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit avenant n° 1.

## 12 - Convention de partenariat avec la Crèche Collective « Les Petits Galopins » (Médiathèque)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Médiathèque municipale « Montmajour » assure des animations au profit des élèves des écoles valoise mais aussi des enfants de la crèche collective « Les Petits Galopins ».

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de convention de partenariat à signer entre la commune et la crèche parentale.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

APPROUVE la convention de partenariat à passer entre la Médiathèque communale « Montmajour » et la crèche collective « Les Petits Galopins »

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.

## 13 - Convention de mise à disposition de matériel municipal

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par délibération du 6 décembre 2012, il a été décidé de passer une convention avec les associations locales qui souhaitent la mise à disposition d'un local communal et/ou de matériel communal. Par délibération du 12 décembre 2013, cette convention a été modifiée.

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, pour exposer les raisons justifiant une nouvelle proposition de modification du texte de cette convention.

Mme INGRASSIA indique que des modifications doivent être apportées à cette convention modifiée en décembre 2013 et elle donne lecture du nouveau texte.

M. BENTOUMI demande que soit supprimé l'article 13 de la convention qui oblige un comptage précis de tout le matériel mis à disposition avec le prix de chaque élément. Cette procédure prend en effet beaucoup de temps aux agents municipaux et aux responsables d'association à la remise des clés et lors de leur restitution (état des lieux).

M. GIRAUD indique que l'article 12 devra également être modifié car il fait référence à l'article 13.

Mme INGRASSIA prend bonne note de ces demandes de modifications.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur le texte définitif soumis au vote.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, ainsi que les observations de MM. BENTOUMI et GIRAUD,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le texte de la convention à signer avec les associations pour la mise à disposition de salles communales ou de matériel communal,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

### **14 – Convention « Atelier Pâte FIMO » à la Médiathèque**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Médiathèque municipale « Montmajour » organise des activités artistiques au sein de son établissement.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture.

Madame INGRASSIA indique à l'assemblée que des activités de découverte de la pâte polymère sont proposées aux adultes et aux enfants de plus de 6 ans depuis la signature d'une convention de partenariat avec l'Entreprise « Chouet'Créations » approuvée par délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2013. Une partie des locaux de la Médiathèque est mise à disposition d'une intervenante de cette entreprise.

Mme INGRASSIA propose que cette convention soit remaniée afin de permettre la mise en place d'un atelier à 4 mains permettant aux enfants âgés de 4 à 6 ans de pouvoir pratiquer cette activité avec l'aide d'un parent. De plus, la reconduction de la convention sera désormais « expresse ».

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture,

Après en avoir délibéré,

A la majorité (un CONTRE : M. KINET - huit ABSTENTIONS : MM. NAL-BENTOUMI-LANGE-VERDON-PAZ-COEURDEUIL-FOURNEL-GAULET),

APPROUVE la convention à passer entre la Médiathèque communale « Montmajour » et l'Entreprise « Chouet'Créations »,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal (chapitre 011).



## 15 - Recensement des marchés publics passés en 2014

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des dispositions de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006, pris en application de l'article 133 du Code des Marchés Publics.

Cet arrêté dispose qu'au cours du premier trimestre de chaque année, l'entité adjudicatrice doit publier, sur le support de son choix, une liste des marchés conclus l'année précédente. Cette liste doit indiquer, de manière séparée, les marchés relatifs aux travaux, aux fournitures et aux services.

Monsieur le Maire donne lecture de la liste dressée pour l'année 2014 (jointe à la présente) et demande au Conseil Municipal de lui en donner acte.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance de la liste des marchés passés en 2014 dressée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DONNE ACTE à Monsieur le Maire de cette présentation.

## 16 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 10 décembre 2014, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

-N° 18/2014 - Mission de Maîtrise d'œuvre pour les travaux de second œuvre de l'immeuble communal sis Place de la Libération attribuée à M. COLLAINÉ Olivier, Architecte pour un montant de 4.600 € TTC

-N° 19/2014 - Octroi d'une concession de cimetière à M. PLANELL CARRIO et Mme PREVOST

-N° 01/2015 - Mission de prestations techniques sur la station d'épuration confiée à l'ARPE pour un montant de 1.691,80 € TTC

-N° 02/2015 - Mission de Maîtrise d'œuvre pour les travaux de requalification de la Place Gambetta et de réfection de la Rue Nationale attribuée à la SNC « LAVALIN/COMBY » pour un montant de 54.308,40 € TTC.

Monsieur le Maire indique d'autre part que 25 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 10 décembre 2014 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

PREND NOTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 10 décembre 2014, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

### 17 - Questions orales

Les questions orales seront détaillées dans le procès-verbal à venir de la réunion.

LA SEANCE EST LEVEE A 22h00.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER